A-142-74

A-142-74

## Walter Tichy (Applicant)

ν

# Minister of Manpower and Immigration a (Respondent)

Court of Appeal, Thurlow, Urie and Ryan JJ.—Toronto, September 19, 1974.

Judicial review—Immigration—Application to review deportation order—Special Inquiry Officer refusing to disclose contents of notes of Immigration Officer—Denial of natural justice—Deportation order set aside—Federal Court Act. s. 28.

APPLICATION.

#### COUNSEL:

R. L. Evans for applicant.

G. R. Garton for respondent.

# SOLICITORS:

Parkdale Community Legal Services, Toronto, for applicant.

Deputy Attorney General of Canada for respondent.

The following are the reasons for judgment of the Court delivered orally in English by

THURLOW J.: We do not need to hear you in reply, Mr. Evans. In the opinion of the Court the Special Inquiry Officer in the course of the inquiry failed to observe a principle of natural justice in declining to disclose to the applicant the contents or substance of the memorandum or notes made by the Immigration Officer which had been communicated to the Special Inquiry Officer either as part of the section 22 report or otherwise.

The deportation order is therefore set aside.

## Walter Tichy (Requérant)

С

# Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (Intimé)

Cour d'appel, les juges Thurlow, Urie et Ryan—Toronto, le 19 septembre 1974.

Examen judiciaire—Immigration—Demande d'examen d'une ordonnance d'expulsion—L'enquêteur spécial a refusé de révéler le contenu des notes du fonctionnaire à l'immigration—Déni de justice naturelle—Annulation de l'ordonnance d'expulsion—Loi sur la Cour fédérale, art. 28.

c DEMANDE.

d

#### AVOCATS:

R. L. Evans pour le requérant.

G. R. Garton pour l'intimé.

#### PROCUREURS:

Parkdale Community Legal Services, Toronto, pour le requérant.

Le sous-procureur général du Canada pour l'intimé.

Ce qui suit est la version française des motifs du jugement de la Cour prononcés oralement par

LE JUGE THURLOW: Me Evans, nous n'avons pas besoin d'entendre votre réponse. De l'avis de la Cour, l'enquêteur spécial a omis, au cours de l'enquête, de se conformer à un principe de justice naturelle en refusant de révéler au requérant la teneur ou fondement du mémoire ou des notes préparées par le fonctionnaire à l'immigration et communiqués à l'enquêteur spécial à titre de partie du rapport prévu à l'article 22 ou autrement.

L'ordonnance d'expulsion est par conséquent annulée.